

«Cela pourrait donner l'impression que l'on cache des choses, donner des idées de conspiration.»

Philippe MARTIN, L'Avenir

1 200 agents de police vont être engagés afin de soulager la composante qui a été fort sollicitée.

Les répercussions des attentats en Belgique

Les médias belges s'interrogent

Comment informer sans participer à la propagande de l'État islamique ?

En Belgique, la presse quotidienne n'adopte pas la même ligne de conduite.

• BELGA

Les rédactions des médias belges ont toutes entamé une réflexion sur la manière de traiter le risque terroriste et les attaques des dernières semaines. La grande majorité ne pense pas que la publication des photos et des noms des auteurs d'attentats puissent valoriser leurs actes, alors que le débat fait rage en France. Le quotidien L'Écho a cependant décidé de ne plus publier les photos des djihadistes.

En Belgique francophone, toutes les rédactions reconnaissent mener une réflexion permanente sur la série d'attaques perpétrées en France et en Allemagne mais ne souhaitent pas prendre de décision définitive comme certaines de leurs homologues françaises. «Il existe le danger de tomber dans une sorte de déni ou de silence qui pourrait être dommageable, analyse Philippe Martin, rédacteur en chef adjoint de L'Avenir. Cela pourrait donner l'impression que l'on cache des choses, donner des idées de conspiration. La démocratie

a besoin de transparence.»

De son côté, la rédaction de L'Écho a par contre décidé de ne plus publier les photos des auteurs des attaques. «Le visage d'un djihadiste ne nourrit en rien le débat démocratique», confirme-t-elle mercredi dans un communiqué. Le journal continuera cependant à publier les noms des terroristes «dans la mesure où ils font partie d'une enquête judiciaire.

L'itinéraire et le passé de ces individus nous semblent une information essentielle : ils éclairent le citoyen sur les éventuelles failles de nos institutions, évitent les amalgames populistes et réduisent à néant les thèses complotistes.»

La plupart des médias francophones belges soulignent que les photos ainsi que les noms des auteurs de tels actes ont avant tout une valeur informative et permettent de contextualiser les faits. «Nous ne relayons pas la propagande de l'État islamique (EI), il ne faut pas non plus donner à la presse le rôle qu'elle n'a pas, précise Demetrio Scagliola, rédacteur en chef adjoint de Sud Presse. Les identités et les photos sont des informations qui permettent d'essayer de comprendre le phénomène. Des universitaires et spécialistes confirment d'ailleurs qu'il n'y a pas d'effet prouvé entre la propagation du message terroriste et la diffusion de ces informations.»

La Libre Belgique les utilise également pour contextualiser les faits et analyser l'environne-

ment du terroriste. «Nous réfléchissons à la meilleure manière de faire pour éviter la stigmatisation des terroristes mais la logique d'information doit prédominer, poursuit Nicolas Ghislain, rédacteur en chef adjoint. La ligne de conduite reste la sobriété dans le texte et l'image.»

La manière de sélectionner les informations et de les aborder est également en perpétuelle réflexion au sein des rédactions. Leur pertinence et leur valeur explicative doivent dominer, insiste Christophe Berti, rédacteur en chef du journal Le Soir. «Nous avons une base composée de la déontologie journalistique, la loi et la ligne éditoriale. Le traitement doit se faire avec rigueur, en recoupant les informations. Notre mission n'est pas d'être les premiers à donner une information non vérifiée mais de donner la meilleure information possible. Nous devons donc nous montrer encore plus rigoureux.»

La Dernière Heure avait par exemple décidé de ne pas livrer d'informations sur les personnes recherchées dans la foulée des attentats de Bruxelles pour ne pas compromettre les enquêtes. «Après les attentats, nous savions également où se déroulaient certaines perquisitions mais nous n'avions pas publié l'information, confirme Vincent Schmidt. Nous travaillons en collaboration avec les services judiciaires pour évaluer quelles informations donner au public.» ■

Police : «Ce n'est plus tenable»

«Mettre plus de policiers et de militaires en rue contre le terrorisme n'est plus tenable», indique le chef de corps de la

zone Montgomery, Jean-Marie Brabant. «Le fonctionnement au jour le jour de la police en souffre.» Le maintien au niveau 3 de la menace depuis plusieurs mois fait qu'il n'y a plus de personnel disponible pour d'autres missions. Le cabinet du

ministre de l'Intérieur Jan Lambon (N-VA) indique qu'un mouvement de rattrapage est en cours et que le mécanisme de solidarité existant entre les zones locales sera optimisé. Quelque 1 200 agents

supplémentaires seront engagés. «Il s'agit d'une vaste opération structurelle de rattrapage. Mais ces agents n'arrivent pas du jour au lendemain. Ces personnes doivent être choisies et formées.»

L'islamophobie gagne du terrain

Alors qu'une pétition circule à Bruxelles demandant aux signataires de se prononcer en faveur d'un retour des musulmans dans leur pays. À Tubize, c'est une mosquée qui a été incendiée.

La zone de police locale de Bruxelles-Midi a ouvert une enquête sur une pétition islamophobe qui circule à Anderlecht. «*Nos policiers enquêtent sur l'origine de la pétition et les lieux où elle circule*», explique Marie Verbeke, porte-parole de la police.

Le journal *La Capitale* a été le premier à diffuser une image de cette pétition qui circule sur les réseaux sociaux. L'assassinat d'un prêtre à Saint-Étienne-du-Rouvray mardi est à l'origine du lancement de cette pétition.

«*Aux Belges habitant à Anderlecht et partout ailleurs en Belgique, il nous faut rester vigilants et constater que nous devenons, par la force des choses, islamophobes*», lit-on sur cette pétition. «*Si vous estimez que nous devons convaincre les musulmans de rentrer dans leur pays d'origine, signez ci-dessous cette pétition*», poursuit le texte.

«*Notre cellule radicalisme a ouvert une enquête. Nous sommes à la recherche des responsables et des lieux où la pétition a été diffusée*», explique encore la porte-parole de la police.

Incendie criminel dans une mosquée à Tubize

Faut-il y voir un lien avec l'attentat qui a coûté la vie à un prêtre français ? Mardi, c'est la mosquée de Tubize qui a été la cible d'un incendie volontaire.

Le feu a été bouté mardi entre 4 h et 13 h 45 à une double porte de la mosquée Attaoubah. La porte endommagée se trouve à l'arrière du bâtiment et donne accès à un petit local indépendant de la salle de prières. Les pompiers locaux n'ont pas été alertés. L'incendie ne s'est pas propagé au bâtiment, se limitant à la paroi extérieure de la porte. Il s'est éteint sans intervention humaine.

Une plainte a été déposée mardi après-midi pour dégradations et incendie volontaire. Une équipe de la police scientifique s'est rendue sur les lieux. Des traces de produit accélérant y ont été constatées, ce qui ne laisse planer aucun doute quant au caractère criminel du sinistre. Le parquet du Brabant wallon a été avisé des faits. ■